

LES ARRÊTÉS LICENCE:

encore une attaque contre la fac !

Une réforme au service du patronat!

Le 11 aout 2011, sont sortis les nouveaux arrêtes licences par une coalition entre l'Etat-entreprise, le MEDEF et les représentant-e-s des syndicats étudiant-e-s (UNEF, Cé, FAGE, PDE et MET...qui se sont contentés de quelques miettes négociées!).

Au premier abord, on pourrait ne pas en saisir la nocivité. En fait, il faut lire entre les lignes car ils organisent la réforme de la licence de façon désastreuse. Mais celle-ci n'est qu'une étape qui s'inscrit dans un processus plus global.



La réforme de l'Université

Depuis 1999, l'Université évolue à cause du processus de Bologne initié par Claude Allègre (PS). L'objectif est soi-disant d'harmoniser les universités au niveau Européen. En réalité, l'idée est de "dépoussiérer" l'Université, c'est-à-dire la rendre adéquate aux normes de l'entreprise et par extension à l'économie capitaliste dans laquelle nous vivons: mobilité, sélection employabilité, rentabilité, compétitivité. Les conséquences claires de cette politique sont de mettre en concurrence les étudiant-es et les Universités entre eux/elles, les privatiser et les ouvrir aux intérêts privés des entreprises et restreindre l'accès à celles-ci aux plus riches. Par exemple, en Angleterre les frais d'inscriptions ont triplé en 2010 pour atteindre 12000 euros l'année. Aux Pays-Bas, il n'y a plus de bourse pour les Master. En France les multiples réformes de l'université comme la LMD, la LRU, le plan Réussite en licence, les Idex et les Labex, sont dans la même lignée et tendent vers une université encore plus inégalitaire, sélective et marchandisée. Les **arrêtés Licence** en sont la dernière étape en date.

Que contiennent-ils concrètement (entres autres)?

- **L'augmentation du volume horaire: une fausse bonne idée.** Si cette mesure peut sembler intéressante, son application ne l'est pas. En effet, elle n'est pas accompagnée de moyens supplémentaires. Elle se traduira par des TD surchargés, des conditions d'étude au rabais, des contrats précaires pour les doctorants et une augmentation des frais d'inscription. De plus elle pénalise les étudiants obligés de se salarier pour financer leurs études qui pourront encore moins combiner études et travail créant ainsi une sélection sociale à l'accès au savoir (Amplifié par la généralisation du contrôle continu, art. 11)
- **Les coefficients entre les matières** passent d'un rapport de 1 à 3 à 1 à 5 (art. 15) : Une plus forte hiérarchie des disciplines, une plus grande difficulté à compenser et un retour sournois des notes éliminatoires officiellement supprimées.
- **Fini la limitation à 50%** des cours Magistraux (art.6): parquer plus d'étudiants en amphitheâtre pour moins de profs! Economique pour l'Etat mais contraire à la pédagogie que nous défendons: de qualité, différencié et en petit groupe.
- **Le stage obligatoire** (art. 7). Une autre fausse bonne idée. S'il peut sembler qualifiant, ce n'est pas le cas. En effet au niveau L2 les étudiants n'auront pas accès à des responsabilités et feront les cafés ainsi que les photocopies. De plus ils seront peu ou pas rémunérés. C'est clairement l'apprentissage progressif des compétences et des savoir-être managériaux(savoir se vendre) pour survivre dans le monde de l'exploitation salariée.

Subir n'est pas une fatalité

Face à ces arrêtés, il est possible de ne pas se laisser faire, de s'organiser, de lutter contre ces réformes, le tout grâce à l'action collective. Il est possible de se battre pour une université gratuite qui n'exclut pas les plus précaires.

Le rôle de l'Université n'est pas d'être au service des entreprises mais de fournir une éducation émancipatrice et critique qui n'est pas forcément tournée vers la rentabilité.

Alternative
Libertaire

CGA
coordination
des groupes
anarchistes

Union
Solidaires
Sud
étudiant

Des individus....

